

DOCUMENT FINAL – 20 JANVIER 2019

CO- GOVERNANCE : MUTUAL RESPONSABILITY IN CITIES TODAY

International conference

2019 January 17-20- Castel Gandolfo, Rome, Italy

PACTE POUR UNE NOUVELLE GOVERNANCE

Les questions que provoque la globalisation dans les domaines politique, économique, technologique et social bouleversent avec de croissantes difficultés aussi la vie des villes.

La peur, générée par les changements en acte, a induit à une dépression sociale et à une fermeture des horizons, a amplifié les conflits et les inégalités, minant ainsi profondément la cohésion sociale.

La peur, générée par les changements en acte, a induit à une dépression sociale et à une fermeture des horizons, a amplifié les conflits et les inégalités, minant ainsi profondément la cohésion sociale.

Les villes auxquelles nous nous référons sont entendues comme étant des lieux de cohabitation et d'appartenance à toutes leurs multiples formes, depuis les mégapoles jusqu'aux villages ruraux. Elles sont la 'maison' pour plus de la moitié de la population mondiale, une proportion destinée à croître ultérieurement. Et elles sont donc traversées par tous les défis de l'humanité, depuis les déséquilibres sociaux aux conflits ethniques, les problèmes environnementaux à l'aphasie démocratique.

Le gouvernement urbain représente une tâche complexe. Les décisions du présent déterminent le futur des prochaines générations. C'est pour cela que les villes ont une importance stratégique politique et culturelle et puisque, depuis toujours, elles représentent le lieu de l'utopie et de la nouveauté de la cohabitation humaine, elles peuvent devenir un espace d'expérimentation pour transformer les peurs, les fractures sociales et les conflits en opportunités génératives de réponses, aussi bien au niveau local que global.

Le "changement d'époque" rend nécessaire, un nouvel engagement qui implique la conscience, la pensée et l'action, sur le plan personnel et collectif.

Une différente vision des processus démocratiques peut émerger du niveau local avec la reconnaissance décisive de la valeur de la participation, où participer signifie avant tout se sentir faire partie d'une histoire commune, car tous nous appartenons à l'unique famille humaine.

Nous sommes convaincus que les meilleurs résultats dans les villes, peuvent être engendrés par n'importe qui et enthousiasmer ; que les mille occasions de rencontre et de dialogue que la ville offre dans la quotidienneté des rapports, favorisent la consolidation de pratiques de paix et de justice ; que les diversités culturelles peuvent se reconnaître et composer des lieux de nouvel accueil ; que la coopération entre les fonctions médiatrices des politiciens, la qualité technique des experts, la compétence des fonctionnaires, le savoir des citoyens et des nombreux acteurs sociaux, puisse donner une nouvelle qualité à la démocratie.

www.co-governance.org - cogovernance2019@gmail.com

Si cette perspective se consolidera, elle pourra devenir un système et se projeter au niveau global.

Dans ce cheminement, les signataires de ce Pacte, issus de villes des différents continents, impliqués dans des rôles et engagements différents, se portent candidats à devenir des protagonistes, à côté de tous ceux qui sont artisans d'autres parcours.

Le premier choix est celui d'adopter l'instrument et la philosophie du réseau, structure sociale définie par les nœuds qui la soutiennent et par la qualité des relations humaines qui la connectent.

Dans ce contexte, le réseau représente le processus le plus efficace pour rassembler les diversités et, par conséquent, pour répondre avec un regard plus riche à la complexité du réel. Le dialogue entre sujets différents pour recomposer le tissu de la ville, parce qu'il augmente le capital social, améliore les choix publics et les rend plus efficaces.

Le réseau, en effet, produit des effets supérieurs à la simple somme des parts dont il est composé, et a comme excédent, le bonheur de beaucoup, parce qu'il n'est pas un lieu chargé de la réception et renforce la subjectivité. En recueillant et en multipliant la capacité et les talents, le réseau, dans un temps où tout est compris dans le présent, crée le futur.

Les réseaux dont on parle ne sont jamais des circuits fermés, mais cherchent des connexions avec d'autres réseaux, en dépassant ainsi les fermetures élitaires de la politique et en atténuant les asymétries sociales.

En outre, ils échappent au risque de se transformer en organisations improductives d'égoïsmes parce qu'ils choisissent de s'adresser à accueillir et à impliquer comme sujets, tous ceux qui sont souvent en marge des dynamiques démocratiques à cause de pauvretés économiques, relationnelles ou culturelles.

Afin de redonner pleine subjectivité politique aux villes, la logique des réseaux devra se réaliser à trois niveaux :

les réseaux des citoyens : tous ceux, c'est-à-dire, qui habitent le territoire urbain, qui maintiennent les diversités de fonctions et de tâches, mais qui sont inspirés par la même responsabilité ;

les réseaux d'acteurs collectifs : les groupes, c'est-à-dire, professionnels et économiques, les sujets du volontariat et du milieu religieux, de la culture et de l'université, de l'information et de la communication... ;

les réseaux entre villes : pour que l'unité de la famille humaine ne naisse pas d'une décision top down, mais d'une construction intelligente, active et patiente d'un réseau de réseaux.

Cela conduit à une question centrale qui défie l'agir politique surtout sur le plan de la méthode : comment décider ? Et comment traduire en pratique les décisions ? Il s'agit d'un nœud qui interroge n'importe qui, qui active un réseau pour l'action politique.

Des travaux du congrès ont émergé quelques priorités :

Des citoyens qui choisissent de travailler en réseau :

www.co-governance.org - cogovernance2019@gmail.com

s'opposent à la corruption devenue système par le biais de chacun, en agissant avec responsabilité et cohérence au niveau personnel, familial, et du travail ;

ils cherchent des occasions de formation continue afin de connaître les contextes, renforcer les motivations et acquérir des compétences ;

ils prétendent à des informations claires, en appréciant la multiplicité des langages (incluses les nouvelles technologies) pour affronter des problèmes complexes ; transparence des processus décisionnels ; clarté dans l'agenda politique ;

ils cherchent le dessein de la ville, le cultivent après l'avoir vu, pour le sauver aussi dans des conditions adverses avec des stratégies de résilience ;

ils exigent un rapport loyal avec les institutions, tandis que celles-ci doivent mériter la participation des citoyens en mettant à disposition des segments de pouvoir réel.

Acteurs collectifs qui choisissent de travailler en réseau :

ils traversent la ville en donnant de la voix à ses blessures ; ils restituent une carte de ses potentialités pour la connaître et la faire connaître, avec des informations intègres ;

ils concourent à mettre au point l'esprit profond de l'histoire de la ville (genius loci) et avec leurs compétences, ils en promeuvent la mise en œuvre

ils dialoguent constamment avec les institutions, en harmonisant les intérêts de catégorie avec le bien commun, sans demander de faveurs, en demandant que la participation trouve sa place stable dans de nouveaux statuts, pactes de communautés, consultations... ;

ils adoptent avec les femmes et les hommes des institutions, quelques principes fondamentaux : de transparence et d'intégrité, de division des tâches et d'inclusion, d'accountability et d'évaluation.

Ils affrontent dans le territoire significatif mais circonscrit des villes, avec un regard compétent et intégré, les grandes urgences de l'environnement, de la planification sociale et urbanistique, de la révolution digitale, de la crise de la représentativité, jusqu'à trouver des réponses transférables aussi à grande échelle.

Des villes qui choisissent de travailler en réseau :

elles choisissent de partager des énergies pour "penser local et agir global" à travers différents instruments, comme les jumelages entre villes, qui pourront ainsi anticiper des fragments de fraternité universelle ;

elles se proposent de faire collaborer avant tout la citoyenneté avec la création de plate-formes accessibles à tous et d'utilisation facile ;

elles coopèrent en surmontant les intérêts particuliers et les préjugés qui minent la confiance, fondement indispensable à la construction d'un réseau, conscientes que les difficultés de parcours peuvent devenir des opportunités pour oser des stratégies plus amples et des collaborations créatives ;

www.co-governance.org - cogovernance2019@gmail.com

elles misent à partager des programmes et des informations, des ressources humaines et matérielles, mais aussi des échecs et des expériences problématiques, pour se donner une aide réciproque, et ouvrir des visions et des collaborations opérationnelles;

elles demandent d'être reconnues comme acteurs essentiels au sein des organisations et des institutions inter et trans-nationales, de manière à intégrer avec la voix des peuples, la seule représentativité des gouvernements.

A la lumière de ces engagements de réseau, le gouvernement des villes s'élargit dans un processus de co-gouvernance multidimensionnelle, en acquérant une qualité démocratique, une capacité décisionnelle, une efficacité des résultats et une perspective.

Trois puissantes lignes-guides illuminent le parcours qui s'ouvre devant les signataires de ce Pacte :

Interpréter la signification de la politique comme expérience démocratique, participative et délibérative, non oppositionnelle, qui appelle tous à l'engagement.

Alimenter des processus participatifs à tous les niveaux, où le dialogue qui est une dimension structurelle de la société humaine, trouve des formes, des langages et des instruments de facilitation.

Dialoguer avec tous à la recherche d'une culture inclusive et fraternelle, d'une part, riche des diversités des peuples et de l'autre, tissée par ces valeurs partagées qui rendent possible le cheminement vers l'unité de la famille humaine.

www.co-governance.org - cogovernance2019@gmail.com